

COMMUNICATION SUR LE PROGRÈS 2014-2015



COMMUNICATION ON
PROGRESS

This is our **Communication on Progress** in implementing the principles of the **United Nations Global Compact** and supporting broader UN goals.

We welcome feedback on its contents.



gecina

Bien plus que des mètres carrés

Déclaration de soutien continu au pacte mondial par le Président

A nos parties prenantes,

Gecina s'est engagé en décembre 2013 auprès du Pacte Mondial des Nations Unis à soutenir les dix principes favorisant les droits de l'Homme, les droits du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.

Je suis heureux de réaffirmer cet engagement car depuis plus de dix ans, Gecina fait de ces valeurs un levier de croissance, en les intégrant dans l'organisation et la stratégie de l'entreprise.

Bernard Michel,
Président de Gecina



gecina

Bien plus que des mètres carrés

1/ Votre COP contient-elle si pertinent, une description de politiques et de pratiques liées aux opérations de votre entreprise dans des zones à haut risque et/ou affectées par un conflit ?

✓ Ne s'applique pas

Gecina n'intervient que sur le territoire français. Il n'y a donc aucune opération réalisée dans des zones à haut risque et/ou affectées par un conflit.

Au 30 septembre 2015, le patrimoine immobilier de Gecina est localisé à 90% en Ile-de-France.
Le dernier actif situé à l'étranger (Espagne) a été vendu en janvier 2015.

p. 16 du document de référence 2014

[Communiqué de presse du 21 octobre 2015](#)

p.8 du rapport financier semestriel 2015

2/ Comment l'exactitude et le périmètre des informations dans votre COP est-elle évaluée par un tiers crédible ?

- ✓ Evaluation planifiée dans la COP
- ✓ Panel multi-parties prenantes
- ✓ Assureurs indépendants: Vérificateurs

L'évaluation de la COP

Gecina a adhéré au Pacte Mondial le 20 décembre 2013. La première Communication sur le Progrès de Gecina, publiée le 20 décembre 2014, a obtenu le niveau « Advanced » à la suite de la commission de revue par ses pairs.

Cette première COP 2013-2014 a obtenu le prix de la « Meilleure première COP Advanced » décerné par le réseau Global Compact France lors de l'Assemblée Générale du 20 mai 2015.

La présente COP 2014- 2015 reprend les données et informations quantitatives relatives à l'exercice 2014 qui sont publiées dans le Document de référence 2014.

Ces informations sont vérifiées par les Commissaires aux Comptes (Mazars et PwC) et le contrôle interne pour les informations financières, par un Organisme tiers indépendant accrédité par la COFRAC (Mazars) pour les informations extra-financières et Oxea plus particulièrement pour les informations liées à la sécurité et la maîtrise des risques. Le niveau de vérification est précisé dans le Document de référence 2014.

p. 233 du Document de référence 2014

[Communiqué de presse du 28 mai 2015](#)

p. 365-366 du document de référence 2014

p. 329-331 du document de référence 2014

3/ Votre COP intègre-t-elle un des hauts standards de transparence et divulgation ?

- ✓ Appliquer les lignes directrices du GRI
- ✓ Se qualifier au minimum pour le niveau B du GRI

L'application de la GRI

Gecina construit son reporting RSE selon les lignes directrices GRI et les différents indicateurs sont détaillés dans une table de correspondance actualisée annuellement, assurant ainsi la transparence et la lisibilité des informations publiées. Depuis 2013, Gecina publie ses informations RSE à un niveau de complétude « Essentiel » du référentiel G4.

L'intégration d'autres hauts standards de transparence et divulgation

Le reporting de Gecina répond de la même manière aux standards définis par la loi Grenelle II et les référentiels sectoriels (France GBC, EPRA) et internationaux (ISO 26000) ;
Pour enrichir ce reporting, Gecina tient également compte des retours d'expériences issus des questionnaires des agences de notation telles que Carbon Disclosure Project (CDP), RobecoSAM, Oekom, Vigeo...

p. 232-233 du document de référence 2014

p. 332-335 du document de référence 2014

p. 232-233 du document de référence 2014

Critère 1 : La COP décrit l'intégration dans les fonctions stratégiques et les unités opérationnelles

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Donner la responsabilité exécutive de la stratégie RSE aux fonctions pertinentes
 - ✓ Aligner la stratégie, objectifs, et formes d'incitation de toutes les filiales et unités opérationnelles avec la stratégie RSE
- ✓ Attribuer la responsabilité en matière RSE à un individu ou un groupe dans chaque unité ou filiale
- ✓ Autres bonnes pratiques

L'implication du top management

Recouvrant les 10 principes du Pacte Mondial, la politique RSE de Gecina a été présentée lors du Conseil d'Administration du 20 octobre 2014.

Depuis juillet 2015, la politique et les résultats en matière de la RSE sont suivis par le Comité Stratégique (Comité du Conseil d'Administration).

Le Directeur RSE est membre du Comité Exécutif depuis le 1er janvier 2014 et participe de ce fait aux décisions stratégiques de l'entreprise et porte les sujets liés à l'actualité RSE lors des réunions hebdomadaires de cette instance.

Le système des objectifs RSE

Des objectifs RSE, alignés sur les indicateurs clés de performances, sont fixés dans chaque direction opérationnelle et transverse.

L'intégration aux métiers et directions opérationnelles

La prise en charge opérationnelle de la RSE est l'un des éléments déterminants de l'organisation mise en place en avril 2014.

Des comités de pilotage spécifiques se tiennent dans les trois directions plus particulièrement concernées : la Direction du Patrimoine Immobilier, le Secrétariat Général et la Direction Marketing et Communication.

p. 229/290 du document de référence 2014

p. 236-243 du document de référence 2014

Le développement des compétences RSE des collaborateurs par des formations adaptées à leur métier
Depuis 2014, le dispositif de formation a progressivement intégré la RSE dans l'ensemble des thématiques proposées. Ainsi, en parallèle des formations spécifiques proposées (énergie, certification, achats responsables, handicap etc.) près de 23% des heures de formation ont intégré des thématiques RSE (dispensées à 63 % des salariés de l'entreprise).

p. 241/295 du document de référence 2014

Critère 2 : La COP décrit la mise en œuvre dans la chaîne de valeur

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Analyse de chaque segment de la chaîne de valeur, en dressant la carte des risques, opportunités et impacts
- ✓ Communiquer les politiques et attentes envers les fournisseurs et autres partenaires professionnels
- ✓ Sensibilisation, formation et autres types de renforcement des compétences avec les fournisseurs et autres partenaires professionnels
- ✓ Autres bonnes pratiques

La relation avec les fournisseurs : les achats responsables (voir aussi les critères 3, 4, 5)

Gecina a mis en place dès 2013 une stratégie achats responsables et des plans d'actions par familles d'achats. Ainsi une charte d'achats responsables a été élaborée et signée par 91% des fournisseurs en 2014. Parallèlement, un questionnaire d'évaluation de la performance RSE a été adressé à un échantillon représentatif de 117 fournisseurs signataires de la charte d'achats responsables. En fonction des résultats, des rencontres avec les fournisseurs sont proposées et des plans d'actions mis en place.

Pour lutter contre le travail illégal, Gecina a renforcé sa procédure de référencement des fournisseurs. Actradis.fr assure, dans ce cadre, la collecte, la vérification, la mise en ligne et la mise à jour des documents ciblés par la loi (articles L. 8222-1 et L. 8254-1 du Code du travail).

p. 318-323 du document de référence 2014

p. 321-322 du document de référence 2014

p. 323 du document de référence 2014

La relation avec les clients

La performance environnementale est un élément clé du modèle d'affaire de Gecina, de la conception au développement des offres immobilières et de la valorisation du patrimoine de l'entreprise (voir les critères 9, 10, 11). Pour répondre aux attentes des clients identifiés dans l'étude barométrique Groupe de 2013 sur le « Management de la relation Client », Gecina a notamment développé en 2014 un espace client en sécurisé ligne visant à faciliter les échanges et le suivi des demandes. Gecina a également lancé une étude sur « l'immeuble de bureau de demain » pour anticiper dès la conception de ses immeubles, les mutations et les besoins futurs de ses clients.

La relation avec les collaborateurs (voir aussi les critères 6, 7, 8)

Les principes du Global Compact sont présents dans la relation que l'entreprise entretient avec ses collaborateurs à travers divers aspects : respect et protection des principes de l'OIT et des droits de l'homme (relations avec les partenaires sociaux, politique de diversité, accord sur le harcèlement au travail, le règlement intérieur etc.), le développement des politiques de diversité etc.

La relation avec les parties prenantes (voir aussi le critère 21)

La relation avec les parties prenantes s'inscrit au cœur de la stratégie RSE de Gecina : l'entreprise veille à intégrer les recommandations de l'ensemble des représentants de ses parties prenantes afin d'identifier les risques et les opportunités pour chacun de ses enjeux.

p. 309-311 du document de référence 2014

p. 311 du document de référence 2014

p. 313 du document de référence 2014

p. 209 du document de référence 2014

p. 309-315 du document de référence 2014

POLITIQUES ET PROCÉDURES FIABLES CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME

Principe N°1 : promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme

Principe N°2 : veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme

Critère 3 : La COP décrit des engagements, stratégies et ou politiques précis dans le domaine des Droit de l'Homme

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Engagement de se conformer à toutes les lois en vigueur et respecter les droits de l'homme internationalement reconnus, partout où l'entreprise opère
- ✓ Déclaration d'engagement pour le respect et le soutien des droits de l'homme, approuvé au plus haut niveau de l'entreprise
- ✓ Déclaration d'engagement stipulant les attentes concernant les droits de l'homme envers le personnel, les partenaires, les autres parties prenantes, les produits et services
- ✓ Déclaration d'engagement publique, communiquée en interne et externe à toutes les parties prenantes
- ✓ Autres bonnes pratiques

Le périmètre des opérations de Gecina : France

100% des opérations de Gecina sont effectuées en France et tous ses salariés sont soumis à la législation française.
L'entreprise respecte la loi ainsi que les principes des droits de l'Homme internationalement reconnus sur l'ensemble de son périmètre d'activité directe.
En complément, Gecina s'emploie à élargir son périmètre d'influence au-delà de ses activités directes, tout au long de sa chaîne de valeur, avec ses fournisseurs et ses clients.

L'engagement auprès du Pacte Mondial

En 2013, le Président de Gecina, Bernard Michel a formalisé l'engagement de l'entreprise dans le respect et le soutien des dix principes du Pacte Mondial. Cet engagement est annuellement renouvelé.

p. 4/16/315 du document de référence 2014

p. 233 du document de référence 2014

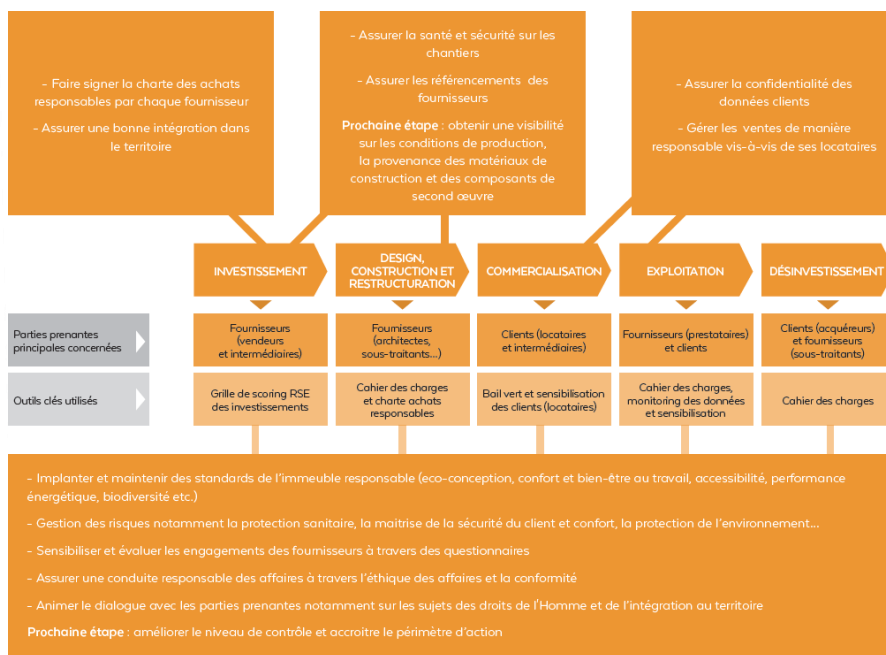
Les engagements en matière de ressources humaines, des achats responsables

Gecina s'engage au niveau opérationnel à respecter les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), à travers notamment ses politiques de gestion des Ressources Humaines et des Achats Responsables.

Le règlement intérieur, la Charte Ethique et l'Accord du 26 mars 2010 sur le harcèlement et la violence au travail prévoient des dispositifs de prévention et de gestion du respect de la dignité des personnes.

Une charte d'achats responsables a été mise en place depuis 2013, signée par le Directeur Général. Elle constitue le socle du dialogue que Gecina souhaite engager avec ses fournisseurs. En la signant, les fournisseurs et prestataires s'engagent notamment à respecter les droits de l'Homme dans leurs activités et tout au long de leur chaîne de valeur.

En 2015, Gecina a publié son premier Rapport Droits de l'Homme, l'occasion pour l'entreprise de dresser le bilan l'intégration des questions des Droits de l'Homme dans son business model, son organisation et sa chaîne de valeur.



p. 301 du document de référence 2014

www.gecina.fr

[Charte Achats Responsables](#)

Vous trouverez plus d'informations sur le rapport dédié :

[RAPPORT DROITS DE L'HOMME](#)



Critère 4 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes des Droits de l'Homme

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Processus pour s'assurer que les droits de l'homme internationaux sont respectés
- ✓ Sensibilisation interne et formations sur les droits de l'homme pour la direction et les collaborateurs
- ✓ Autres bonnes pratiques

Les achats responsables

La quasi-totalité des fournisseurs et prestataires de Gecina exercent leur activité en France et sont tenus de respecter les réglementations locales.

En complément, Gecina a la volonté de respecter des standards éthiques de conditions de travail exigeants.

A ce titre, elle s'engage à :

- lutter contre le travail clandestin ;
- améliorer la traçabilité sociale et environnementale de ses principales références produit à travers les cahiers de charges, le bio-sourcing...

Gecina en attend autant de ses fournisseurs et prestataires qui, outre les réglementations nationales et locales, doivent respecter les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, et s'engager à les faire respecter tout au long de leur chaîne de valeur.

Ces éléments figurent dans la charte d'achats responsables de Gecina, signée par 91% des fournisseurs en novembre 2014.

[Charte](#)
[Achats](#)
[Responsables](#)

Critère 5 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés aux Droits de l'Homme

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Système pour surveiller l'efficacité et la mise en œuvre des politiques de droits de l'homme, avec des mesures quantitatives et qualitatives
- ✓ Suivi des retours d'informations internes et externes
- ✓ Autres bonnes pratiques

Les achats responsables

Dans le cadre de la signature de la charte d'achats responsables, les fournisseurs et prestataires acceptent de transmettre à Gecina les informations relatives à leurs engagements dans la plus grande transparence.

En 2014, un questionnaire a été lancé en complément pour évaluer la performance RSE de ses fournisseurs. Cette évaluation vise à analyser les démarches engagées par les prestataires et fournisseurs concernant les enjeux sociaux (diversité, équité, démarche de formation), les impacts économiques et environnementaux, la formalisation des engagements RSE auprès d'un organisme indépendant, l'intégration des règles éthiques dans la conduite des affaires (transparence, prévention et lutte contre la corruption, code de conduite éthique, sensibilisation / formation), la politique des achats et la traçabilité des produits. Les 57 fournisseurs qui ont répondu au questionnaire ont reçu une fiche récapitulant leur performance.

Ceux ayant obtenu un score inférieur à 40% ont été sollicités pour échanger sur leurs pratiques, identifier des axes d'amélioration et co-construire des plans de progrès.

Depuis, 320 des 780 signataires de la charte d'achats responsables ont reçu le questionnaire RSE.

Au total, 197 fournisseurs y ont répondu depuis 2014 :

- 57 lors de la campagne de lancement en avril 2014;
- 83 lors de la campagne d'avril 2015;
- 57 lors de la campagne d'octobre 2015.

Le référencement fournisseurs

Voir le critère 2

[Charte](#) [Achats](#) [Responsables](#)

p. 321-322 du document de référence 2014

POLITIQUES ET PROCÉDURES FIABLES CONCERNANT LES NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

Principe N°3 : la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective

Principe N°4 : l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

Principe N°5 : l'abolition effective du travail des enfants

Principe N°6 : l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession

Critère 6 : La COP formule des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine des normes de travail

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Engagements spécifiques et politiques de ressources humaines alignés avec les priorités de développement national ou les priorités de travail décent dans les pays d'opération
- ✓ Autres bonnes pratiques

La charte des achats responsables et accompagnements
Voir critères 2, 3, 4, 5

La politique diversité

En 2010, Gecina a signé la Charte de la Diversité, mettant ainsi en place une politique diversité ambitieuse construite autour des grandes thématiques : égalité professionnelle hommes/femmes, emploi des seniors ou encore intégration de personnes en situation de handicap.

La politique handicap

Compte tenu des progrès réalisés grâce à la convention signée en 2013 avec l'AGEFIPH, Gecina a souhaité poursuivre ses engagements par la signature d'un accord d'entreprise sur le handicap le 1^{er} octobre 2015. L'objectif est d'améliorer l'emploi des personnes en situation de handicap, dans le cadre d'une politique de gestion des ressources humaines adaptée et efficace.

p. 303 du document de référence 2014

p. 303 du document de référence 2014

ACCORD DE L'UES
GECINA

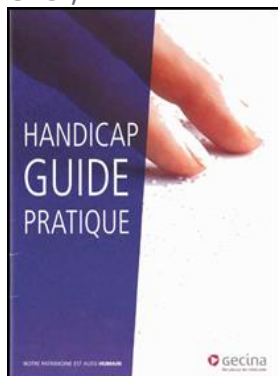
Critère 7 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs au travail

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Mécanismes de dialogues avec les partenaires sociaux pour discuter régulièrement et vérifier les progrès de l'entreprise relatifs aux normes du travail
- ✓ Attribution des responsabilités relatives aux normes du travail dans l'organisation
- ✓ Sensibilisation interne et formations sur les normes du travail pour les dirigeants et employés
- ✓ Engagements actifs avec les fournisseurs concernant les défis relatifs aux normes du travail
- ✓ Autres bonnes pratiques

La politique handicap

Afin de répondre aux objectifs du plan d'action, le comité de pilotage Handicap a déterminé et suivi les 6 axes suivants :

- sensibilisation et formation des collaborateurs : le guide « Handicap guide pratique » a été remis à tous les collaborateurs en novembre 2014, pendant la Semaine pour l'Emploi des personnes en situation de Handicap, ainsi qu'à tout nouvel embauché ;



- information et communication auprès des différentes parties prenantes internes et externes : Semaine pour l'Emploi des personnes en situation de Handicap, visites de Centres de Reclassement Professionnel « CRP »... ;
- recrutement et intégration de candidats en situation de handicap ;
- accompagnement des parcours professionnels des salariés handicapés ;
- maintien dans l'emploi des salariés devenus inaptes à leur poste de travail ;
- collaboration avec le secteur protégé et adapté

p. 303 du document de référence 2014

Document interne disponible sur l'intranet de Gecina

L'égalité homme-femme

En signant l'accord d'entreprise sur « l'égalité professionnelle entre les Femmes et les Hommes » le 1er juillet 2015, Gecina continue d'affirmer sa volonté de mener une politique active d'égalité de traitement entre tous les collaborateurs, sans distinction de sexe, via :

- des actions de communication et de sensibilisation ;
- la mixité de l'emploi et l'équilibre entre les femmes et les hommes lors des recrutements ;
- les parcours professionnels similaires (rémunération effective, formation, évolution de carrière) ;
- la conciliation vie professionnelle et vie familiale ;
- des conditions de travail favorisant l'égalité professionnelle.

L'entreprise consacre depuis 2011 dans son plan de salaire annuel une enveloppe dédiée à résorber les écarts de salaire les plus significatifs. En 2014, elle représente 38 000 euros.

Enfin la part des femmes dans le Conseil d'Administration est passée de 11% en 2010 à 50% en 2015, dépassant l'objectif de 40% fixé pour 2016.

Gecina est ainsi devenue la première foncière du classement Ethics & Boards des sociétés du SBF 120 les plus impliquées sur les enjeux de féminisation de leur gouvernance.

Document interne mis à la disposition des collaborateurs sur l'intranet de Gecina

p. 304-305 du document de référence 2014

[Communiqué de presse du 28 octobre 2015](#)

Critère 8 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés aux normes du travail

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Système pour tracer et mesurer la performance
- ✓ Dialogues avec les représentants des organisations de travailleurs pour vérifier régulièrement les progrès effectués et identifier conjointement les priorités pour l'avenir
- ✓ Autres bonnes pratiques

Le dialogue social

En 2014, 77 réunions ont été organisées dans le cadre du dialogue social. Celles-ci comprennent des rencontres ordinaires et extraordinaires avec le Comité d'Entreprise, les délégués du personnel et les membres du CHSCT, ainsi que des réunions de suivi des accords d'entreprise organisés sur des sujets divers (voir liste p. 301 Document de Référence).

p. 301 du document de référence 2014

La politique handicap

Le comité de pilotage Handicap initie et suit les résultats obtenus dans le cadre de cet engagement.

En 2014 :

- 76 % de collaborateurs ont été formés au handicap ;
- un partenariat pour l'accueil de stagiaires handicapés a été mis en place avec un CRP et 2 stagiaires ont été accueillis ;
- des indicateurs ont été définis pour prévenir la discrimination des collaborateurs handicapés dans leur carrière professionnelle ;
- 14 salariés ont été reconnus travailleurs handicapés (6 en 2012 et 9 en 2013). Des aménagements de poste ont été réalisés pour leur assurer confort et facilité de travail ;
- 3 collaborateurs en situation de handicap ont été recrutés (2 en CDI et 1 en CDD) ;
- le recours aux Etablissement et Service d'Aide au Travail (ESAT) et Entreprises Adaptées (EA), dans le cadre de la politique d'achats responsables, s'est accru, générant une unité bénéficiaire ;
- au global, pour la première année, le taux d'unités bénéficiaires du Groupe dépasse l'obligation légale des 6% (21 UB).

p. 303 du document de référence 2014

POLITIQUES ET PROCÉDURES FIABLES CONCERNANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Principe N°7 : adopter le principe de précaution face aux problèmes d'environnement

Principe N°8 : prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

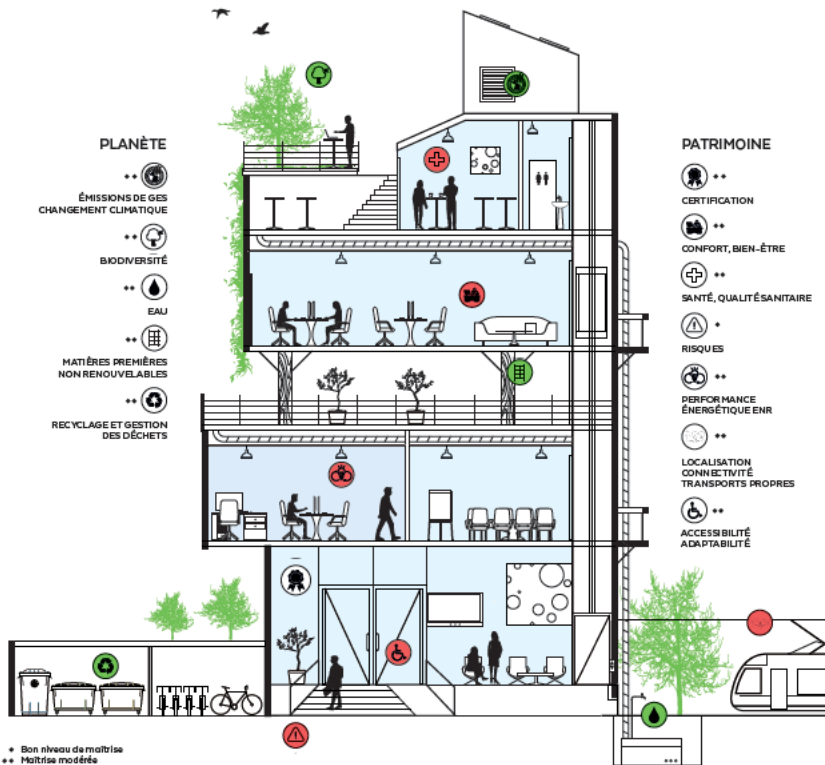
Principe N°9 : favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Critère 9 : La COP fournit des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine du respect de l'environnement

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Réflexion sur la pertinence de la gestion durable de l'environnement pour l'entreprise
- ✓ Politique d'entreprise écrite sur la gestion durable de l'environnement
- ✓ Intégration de standards environnementaux minimums dans les contrats avec les fournisseurs et autres partenaires professionnels importants
- ✓ Engagements spécifiques et objectifs pour des années déterminées
- ✓ Autres bonnes pratiques

En 2008, Gecina s'est engagée dans une politique RSE ambitieuse, structurée autour de 17 enjeux clés pour lesquels des engagements ont été pris, des plans d'actions concrets mis en œuvre, des indicateurs clés de performance (KPIs) et des objectifs définis sur 2 périodes (2008-2012 / 2012-2016). Construite sur la base d'une approche systémique de l'activité, elle se développe à travers la recherche constante de l'innovation et s'articule autour du concept de « l'immeuble responsable »

p. 217-228 du document de référence 2014



p. 219 du document de référence 2014

Les engagements les plus emblématiques dans le domaine du respect de l'environnement sont ainsi :

L'amélioration des performances environnementales du patrimoine et de la maîtrise des risques environnementaux des actifs à travers notamment :

- le déploiement du scoring RSE des actifs du patrimoine de Gecina ;
- l'évaluation des performances RSE liées à la qualité intrinsèque (hors impact des utilisateurs) et extrinsèque de l'immeuble ;
- la classification des actifs pour réaliser une analyse du portefeuille utile aux asset managers ;
- le déploiement de la RSE comme élément participant à l'asset review (investissement, arbitrage et business plan immobilier) par la création d'un outil d'évaluation des performances aidant à la décision dans le cadre des acquisitions, des cessions, de la maintenance, de la restructuration ou de la transformation des actifs ;
- l'intégration de critères et exigences RSE dans les cahiers des charges de maintenance et d'exploitation des bâtiments.

La protection et la restauration de la biodiversité :

Gecina souhaite être un acteur de référence en la matière et développe de nombreuses actions pour mesurer son impact et favoriser la biodiversité urbaine.

La mise en œuvre de sa stratégie et le déploiement d'un indicateur de suivi (coefficient de biotope par surface) marque une maîtrise accrue de cet enjeu par rapport aux années précédentes.

Vous trouverez l'ensemble des actions réalisées par Gecina dans le rapport spécifique publié en 2015 :



p. 283-287 du document de référence 2014

[RAPPORT BIODIVERSITE](#)

La poursuite d'une expérimentation et innovation volontariste :

- tests HQE® performance ;
- mesures de la qualité de l'air ;
- actions en faveur de la biodiversité (label Biodiversity™, audits biodiversité avec la LPO).

p. 201 du document de référence 2014



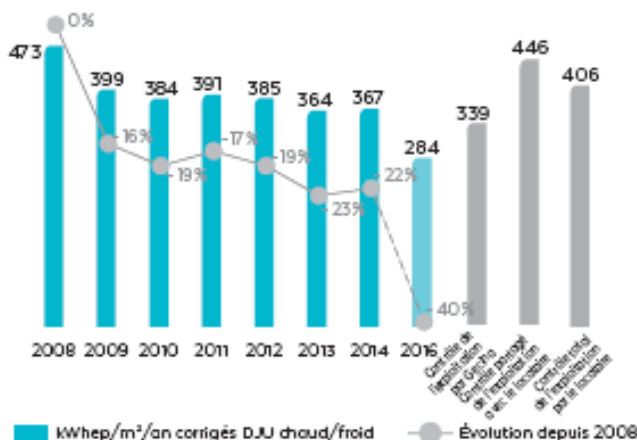
Critère 10 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs à l'environnement

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Evaluations des risques et impacts environnementaux
- ✓ Evaluations de l'impact du cycle de vie des produits, assurant des politiques de gestion écologiques
- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Attribution des responsabilités dans l'organisation
- ✓ Sensibilisation interne et formation sur la gestion durable de l'environnement pour la direction et les employés
- ✓ Mécanismes de plainte, canaux de communication pour rapporter des préoccupations ou demander conseil concernant les impacts environnementaux
- ✓ Autres bonnes pratiques

La mesure et la réduction de l'empreinte environnementale (énergie, GES, déchet, eau) par :

- le déploiement d'une cartographie environnementale du parc ;
- l'identification des plans d'actions par immeuble pour mener des travaux volontaires ;
- les mesures de préservation et optimisation de l'utilisation des ressources : gestion responsable de l'eau, contribution au recyclage des déchets ;
- la signature de baux verts (annexes environnementales) et la concertation avec les locataires ;
- la mise en place d'une politique d'achats responsables.

**MOYENNE DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE PRIMAIRE
(À CLIMAT CONSTANT 2008) - BUREAUX**



p. 273-288 du document de référence 2014

p. 249 du document de référence 2014

L'optimisation de l'empreinte environnementales de ses activités par :

- la réalisation annuelle d'un bilan GES Groupe ;
- la détermination de plans d'actions sur les 12 thèmes de l'immeuble responsable ;
- la formation des collaborateurs pour améliorer les compétences ;
- la poursuite de la démarche siège exemplaire comme laboratoire des innovations responsables à développer sur le parc.

La protection et la restauration de la biodiversité :

(Voir critère 9)

Le plan d'actions de la stratégie biodiversité de Gecina se découpe en 3 axes et 10 engagements :

Axe 1 : L'entreprise :

- intégrer la biodiversité dans le système de management responsable ;
- développer une culture interne de la biodiversité ;
- afficher l'engagement de Gecina en matière de biodiversité.

Axe 2 : Le patrimoine :

- réaliser un diagnostic écologique sur les sites à fort enjeu ;
- intégrer la biodiversité dans la phase conception/construction ;
- intégrer la biodiversité dans la phase d'exploitation ;
- intégrer la biodiversité dans la phase de rénovation.

Axe 3 : Les parties prenantes :

- sensibiliser les locataires et usagers à la biodiversité et répondre à leurs attentes en la matière ;
- associer les partenaires de Gecina dans la prise en compte de la biodiversité ;
- collaborer avec les acteurs de la biodiversité.

p. 273 du document de référence 2014

p. 219-220 du document de référence 2014

p. 290 du document de référence 2014

p. 226-228 du document de référence 2014

p. 283-287 du document de référence 2014

p. 23 du [RAPPORT BIODIVERSITE](#)

p. 284 du document de référence 2014



Le développement de la certification

Gecina poursuit sa démarche de certification HQE au niveau le plus élevé (exceptionnel / excellent) de ses immeubles en construction comme en restructuration. En 2014, 63% des immeubles sont certifiés HQE exploitation.

De la même manière, Gecina souhaite faire reconnaître la qualité des actions menées pour chacun de ses enjeux clés à travers des certifications spécialisées telles que : Effinergie, Biodivercity, ISO 50001, Well Building Standard (2014).

Le système de management et la démarche ISO 50001 pour l'énergie

Pour accélérer la transformation de son patrimoine, Gecina a mis en place, dès 2010, un Système de Management Général (SMG) de l'exploitation et en 2012, un SMG de la construction.

En novembre 2015, Gecina est la première foncière française à être certifiée ISO 50001 pour une durée de 3 ans. Initiée en 2013, cette démarche est un gage de la volonté de Gecina à fiabiliser et renforcer son Système de Management de l'Energie.

p. 255-264 du document de référence 2014

p. 261 du document de référence 2014

p. 247/255 du document de référence 2014

[Communiqué de presse](#)

Critère 11 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés à l'environnement

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Système pour tracer et mesurer la performance basé sur des mesures de performance standardisées
- ✓ Examen de la direction pour contrôler et améliorer les résultats
- ✓ Audits ou autres mesures pour contrôler et améliorer la performance des entreprises de la chaîne logistique concernant les impacts environnementaux
- ✓ Autres bonnes pratiques

L'application de référentiels et normes reconnus

- Les mesures de contrôle et d'analyse des résultats des plans d'actions sont basées sur un protocole de suivi construit selon des référentiels internationalement reconnus (GRI) ou propre au secteur de l'immobilier et de la construction (EPRA, France GBC).
- A travers la certification ISO 50001, Gecina s'engage ainsi à respecter les lignes directrices, le processus de gestion et de contrôle des plans d'action en terme de gestion de l'énergie et de la performance énergétique.

Le suivi en temps réel de la performance énergétique des actifs

Gecina a déployé en 2014 le système Hypervision® sur trois immeubles pilotes dont son siège. Cet outil a été étendu progressivement en 2015 sur 31 immeubles de bureaux.

La certification des SMG

Ces systèmes de management sont reconnus par Certivéa pour le tertiaire et par Cerqual pour le résidentiel. Par ailleurs, ces indicateurs font l'objet d'une vérification par les Commissaires aux Comptes au niveau le plus élevé (assurance raisonnable).

COUVERTURE SHE - PATRIMOINE BUREAUX ET RÉSIDENTIEL



p. 245-246 du document de référence 2014

p. 332 du document de référence 2014

[Communiqué de presse](#)

p. 247 du document de référence 2014

p. 255-256 du document de référence 2014

Les audits par un organisme tiers indépendant avec un niveau d'assurance élevé

Dès 2010, en anticipation de la réglementation française, les informations relatives aux thématiques de la loi Grenelle II sont vérifiées par un organisme tiers indépendant accrédité. Pour certains indicateurs environnementaux et sociaux clés, Gecina a opté de façon volontaire au niveau de vérification le plus élevé. En 2014, le cabinet Mazars a été en charge de la mission de vérification.

p. 328 du document de référence 2014

POLITIQUES ET PROCÉDURES FIABLES CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Principe N°10 : Les entreprises sont invitées à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Critère 12 : La COP formule des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine de l'anti-corruption

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Engagement de la direction envers la lutte contre la corruption
- ✓ Politique formelle et publique de tolérance zéro pour la corruption
- ✓ Engagement à se conformer à toutes les lois relatives à la corruption, mise en place de procédures pour connaître la loi et surveiller les évolutions
- ✓ Autres bonnes pratiques

La charte éthique

En plus du respect des recommandations de l'AFEP-MEDEF, Gecina a souhaité développer une charte éthique spécifique, partagée avec l'ensemble des collaborateurs et articulée autour des 8 thématiques suivantes :

- respect de la réglementation ;
- engagement du Groupe vis-à-vis de ses parties prenantes ;
- responsabilité sociétale du groupe ;
- comportement au travail ;
- conduite éthique des affaires ;
- confidentialité ;
- déontologie boursière ;
- droit d'alerter.

[Charte éthique](#)

p. 156-157 du document de référence 2014

L'engagement du Conseil d'administration

Cette charte éthique a été validée par le Conseil d'Administration du 14 décembre 2011 et signée par le Directeur Général.

Critère 13 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs à la lutte contre la corruption

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Réalisation d'évaluation des risques pour les potentielles zones de corruption
- ✓ Procédures des RH qui soutiennent l'engagement ou la politique anti-corruption (communication et formation)
- ✓ Autres bonnes pratiques

La charte éthique

La charte éthique a été remise à chaque salarié et tout nouvel entrant la reçoit avec un guide pratique.

La sensibilisation et la formation à l'éthique des affaires et à la conformité

Tous les nouveaux collaborateurs sont sensibilisés à cette thématique pendant le séminaire d'intégration. Ainsi, 82 % des collaborateurs ont été sensibilisés en 2014 et 91 % en 2015, compte tenu de la rotation des effectifs.

p. 156-157 du document de référence 2014

p. 156-157 du document de référence 2014

Critère 14 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés à l'anti-corruption

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Examen de la direction pour contrôler et améliorer les résultats
- ✓ Processus pour gérer les incidents
- ✓ Utilisation d'assurance externe indépendante pour les programmes anti-corruption
- ✓ Résultats des mesures de lutte contre la corruption
- ✓ Autres bonnes pratiques

La dissociation des fonctions de gouvernance :

La dissociation des fonctions entre le Directeur Général et le Président du Groupe garantit les conditions d'un plus grand respect des règles relatives à l'anti-corruption.

p. 156 du document de référence 2014

L'outil de contrôle :

Une procédure et des outils d'identification et de gestion des risques de blanchiment et de financement du terrorisme à l'attention des directions opérationnelles ont été mis en place en 2014.

Le système d'alerte : le « droit d'alerter »

Une adresse de messagerie est mise à disposition de tout collaborateur qui peut, ainsi, signaler de façon confidentielle des interrogations et doutes qu'il peut avoir face à une opération ou situation particulière au regard des règles applicables dans les domaines financier, comptable, bancaire ou de lutte contre la corruption et les pratiques anticoncurrentielles.

Le responsable de la conformité assure la gestion de ces alertes et peut, le cas échéant, solliciter un comité ad hoc.

[Charte éthique](#)

www.gecina.fr

p. 156 du document de référence 2014

Critère 15 : La COP décrit les contributions du cœur de métier aux objectifs et problématiques plus larges de l'ONU

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Aligner la stratégie du cœur de métier avec un ou plusieurs objectifs des Nations Unies pertinents
- ✓ Développement de produits, services et de modèles d'entreprises qui contribuent aux objectifs et thèmes des Nations Unies
- ✓ Adopter ou modifier les procédures opérationnelles pour maximiser la contribution aux objectifs des Nations Unis

Contributions du cœur de métier aux objectifs de l'ONU :
Gecina s'inscrit dans le renforcement des objectifs du Millénaire de l'ONU : l'Objectif n°7 « préserver l'environnement » en développant un parc immobilier respectueux de l'environnement.
(Voir aussi critères 9 et 10)

Depuis 2007, Gecina a inscrit le développement durable dans son organisation et son mode de fonctionnement. En tant que société foncière, cela se traduit par le respect des lois sur la protection de l'environnement et l'intégration des engagements ambitieux dans le pilier « Planète » de sa politique RSE :

- atténuer ses émissions de GES et s'adapter au changement climatique ;
- optimiser l'utilisation des ressources et contribuer au recyclage des déchets ;
- assurer la protection et la restauration de la biodiversité ;
- préserver la ressource eau.

Chapitre 7 :
« Patrimoine »
« Planète »

p. 217/273-288 du document de référence 2014

p. 223/228/238-239 du document de référence 2014

Critère 16 : La COP décrit des investissements stratégiques sociaux et de philanthropie

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Rechercher des investissements sociaux et des contributions philanthropiques
- ✓ Autres bonnes pratiques

Les actions de la Fondation Gecina

Gecina soutient à travers sa fondation deux causes principales : la protection de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie et d'accessibilité des personnes en situation de handicap. Ces engagements se traduisent par :

- des partenariats avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux, l'association CAPSAAA pour le déploiement de l'équipe nationale de Rugby fauteuil ou encore l'ONG Ashoka dans le cadre du programme Impact Handicap ;
- Le développement du mécénat de compétence (125 jours dédiés à des causes d'intérêt général en 2014) ;
- le parrainage de projet (plus de 60 depuis 2008).

p. 325-326 du document de référence 2014

Le partenariat avec le programme « Nos quartiers ont des talents »

Depuis avril 2012, Gecina est engagée auprès de l'association « Nos Quartiers ont des Talents » afin d'accompagner et de conseiller dans leurs recherches d'emploi des jeunes diplômés (Bac + 4/5) issus de quartiers défavorisés.

Depuis le début du partenariat :

75 jeunes ont été suivis par une douzaine de parrains bénévoles de l'entreprise ;
37 % d'entre eux ont trouvé un emploi.

p. 303 du document de référence 2014

L'aide à la réinsertion par le logement

Gecina poursuit son partenariat avec trois associations (Solidarités Nouvelles pour le Logement - SNL Paris, Habitat et Humanisme et Coallia) agissant dans le domaine de la réinsertion par le logement. Le Groupe leur loue depuis quelques années des appartements à des loyers préférentiels, inférieurs aux valeurs de marché. Si le logement social n'est pas la vocation de la foncière, le Groupe apporte ainsi sa contribution à la mixité sociale.

p. 324 du document de référence 2014

Critère 17 : La COP décrit une prise de position et un engagement en matière de politique publique

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Engagement public que l'importance d'agir sur un ou plusieurs objectifs / thèmes des Nations Unies
- ✓ Autres bonnes pratiques

Pacte Mondial :

Parmi les engagements auprès des instances représentatives au niveau stratégique, l'engagement au Pacte Mondial se place en premier. Cela est réaffirmé par le Président dans sa lettre éditoriale soulignant la volonté de Gecina d'aligner ses opérations et sa stratégie de développement non seulement les dix principes du Pacte Mondial mais également sur les 21 critères du niveau « GC Advanced ».

CDSB (Climate Disclosure Standards Board)

En 2010, Gecina a signé le CDSB incitant les entreprises à mieux intégrer le changement climatique dans leur reporting financier.

La fondation Palladio

Gecina est membre fondateur de la fondation Palladio, créée en 2008 sous l'égide de la Fondation de France autour de l'enjeu qu'est la construction de la ville de demain et de ses lieux de vie. En 2014, Gecina s'est impliquée dans :

- la gouvernance (Conseil d'Administration) de la fondation ;
- la communication de la fondation ;
- le pôle Avenir Palladio : Bernard Michel est Président du Comité des bourses Palladio et Gecina a participé au forum des métiers de l'industrie immobilière ;
- l'Institut Palladio : Vincent Moulard, directeur exécutif, a été auditeur du cycle 2014 ;
- le pôle Recherche Palladio : Gecina a accueilli le colloque recherche Palladio, a participé à son organisation et le Président Bernard Michel y est intervenu.

p. 315 du document de référence 2014

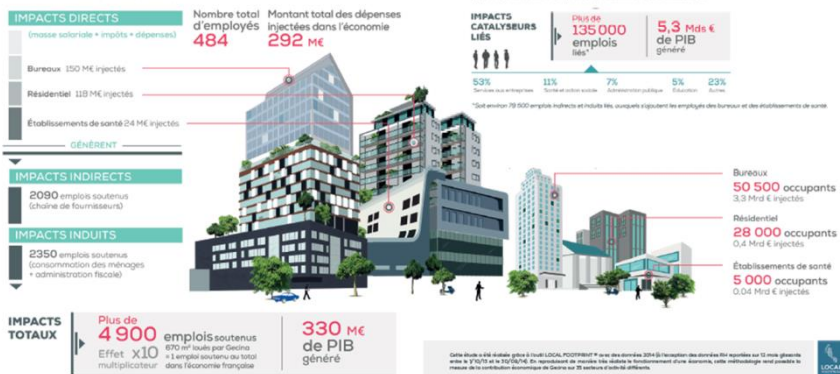
p. 324 du document de référence 2014

La contribution socio-économique de Gecina

En 2014, Gecina, en s'appuyant sur l'outil LOCAL FOOTPRINT®, a souhaité évaluer les retombées économiques de son activité sur le territoire en termes d'emploi et de PIB généré, notamment à travers sa chaîne de fournisseurs :

La contribution économique de Gecina en France

En 2014, les flux économiques de Gecina (groupes direct) ont permis au secteur des emplois dans sa chaîne de fournisseurs (impact indirect) et au soutien de la consommation des ménages (impact tertiaire) de générer des retombées économiques (impact total) évaluées à 330 Mds € de PIB généré.



p. 306-309 du document de référence 2014

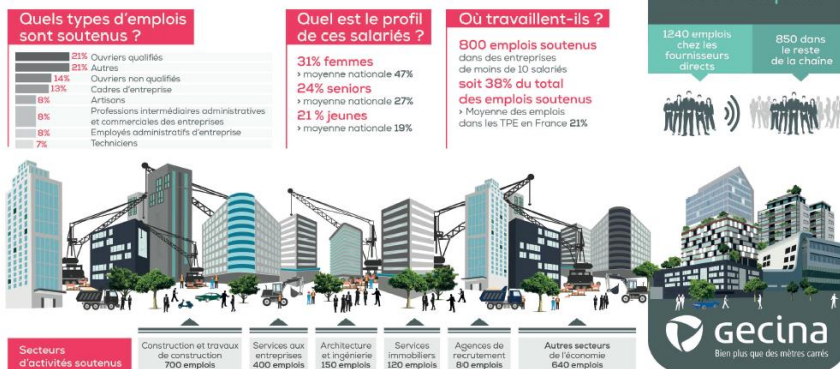
RAPPORT CONTRIBUTION SOCIO-ECONOMIQUE

Vous avez dit contribution socio-économique ?

Rapport 2013-2014

Les emplois soutenus en France par Gecina dans sa chaîne de fournisseurs

L'analyse des profils statistiques des emplois soutenus en France par Gecina, aux différents niveaux de sa chaîne de fournisseurs, révèle les impacts de son activité sur les types d'emplois et d'entreprises et les profils de salariés. L'entreprise peut ainsi évaluer sa contribution étendue aux enjeux sociétaux comme l'équilibre femmes-hommes dans l'accès à l'emploi, l'employabilité des jeunes et des seniors, le soutien aux TPE ou la qualification des emplois.



Cette étude a pour but de compléter l'évaluation des retombées économiques de Gecina 2014 en France en quantifiant les emplois qui sont soutenus. Elle a été commandée par Gecina et réalisée en juillet 2015 par UTOPIES à l'aide de son outil LOCAL FOOTPRINT® selon une méthodologie spécifiquement développée pour Gecina. Cette étude s'appuie sur des données internes à Gecina et des simulations statistiques réalisées par Utopies et fondées notamment sur l'enquête emploi 2012 de l'INSEE. Pour une information plus détaillée sur la méthodologie et les résultats de cette entreprise : RSE@gecina.fr

Critère 18 : La COP décrit partenariats et une action collective

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Développer et implémenter des partenariats avec des organisations publiques ou privés sur le cœur de métier, les investissements sociaux et/ou plaidoyer
- ✓ Rejoindre des pairs de l'industrie, des entités des Nations Unies et/ou des parties prenantes sur des initiatives contribuant à la résolution de défis communs et les dilemmes au niveau local ou global
- ✓ Autres bonnes pratiques

Une participation active dans les instances représentatives et les think tanks

Gecina participe à 15 groupes de réflexion afin de contribuer et partager avec ses pairs les interrogations, les bonnes pratiques, les expérimentations et résultats des diverses innovations. De la même façon, l'entreprise est membre actif de plusieurs instances représentatives des métiers de la construction et de l'immobilier, et participe pleinement à la réflexion sur les nouveaux enjeux émergents et leur appréhension.

Gecina Lab

Dès la fin de l'année 2010, Gecina a créé son club de réflexion sur toutes les thématiques de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise : Gecina Lab, laboratoire de réflexion prospective, d'échange et de partage avec ses parties prenantes.

Plusieurs évènements ont été organisés en 2015 :

- le 25 juin 2015 : Sponsor et introduction de la conférence de l'OID « Les mutations de l'immobilier tertiaire, sources d'innovation et de croissance économique ? » ;
- le 8 juillet 2015 : Conférence « Quelle réalité pour la biodiversité en entreprise » avec les interventions de Sanofi, de Carrefour et de B&L évolution, start-up ayant développé un modèle d'analyse spécifique aux politiques biodiversité des entreprises ;
- le 9 juillet 2015 : Sponsor et participation à la conférence « Les nouvelles formes du reporting extra-financier » (UTOPIES) ;
- le 22 septembre 2015 : Conférence « Le bien être de l'utilisateur au cœur du projet immobilier : l'exemple innovant du label WELL », avec les interventions de ARP Astrance et Green Affair ;
- le 24 septembre 2015 : Conférence « Cristallin un immeuble de bureau facteur 4 », avec les interventions de ZUNDEL & CRISTEA Architectes, DEERNS, COFELY SERVICES, Jean-Marc JANCOVICI et WWF ;
- le 24 novembre 2015 : Conférence « Le climat, à quel prix ? la négociation climatique » avec une intervention de l'économiste Christian de Perthuis ;
- le 10 décembre 2015 : Conférence « Réinventer l'immeuble de demain, c'est aujourd'hui ! Quelle réalité pour l'innovation en entreprise ? » avec l'intervention du sociologue Bruno Marzlof, LBMG start up spécialisée dans les espaces de travail innovants, ORACLE et GECINA.

p. 314-315 du document de référence 2014

p. 312 du document de référence 2014

Critère 19 : La COP décrit l'engagement du Président et de la direction

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Le DG délivre un engagement public explicite, démontre un leadership concernant la RSE et l'engagement envers le Global Compact
- ✓ Le DG mène l'équipe de direction exécutive dans la conception de la stratégie de développement durable, définissant les buts et surveillant la mise en œuvre
- ✓ Intégrer les critères de développement durable et les principes du Global Compact aux objectifs et programme d'intéressement pour la direction

Un engagement clair et objectif

Depuis le 1^{er} janvier 2014, le Directeur de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) est membre du Comité Exécutif, de ce fait il participe aux décisions stratégiques de l'entreprise et veille à la pleine intégration de la RSE dans ces dernières.

La mise en place d'objectifs collectifs et individuels pour l'ensemble des directeurs témoigne d'une recherche de cohérence et d'efficacité maximale dans la mise en œuvre de la transformation de Gecina. Ces objectifs quantitatifs et qualitatifs, directement alignés sur l'avancement des indicateurs clés des plans d'actions (efficacité énergétique, taux d'instrumentation des immeubles, évolution de la relation client, biodiversité positive) ou le maintien d'un excellent niveau d'évaluation dans les indices RSE de référence (Carbon Disclosure Project,GRESB, Novethic ou DJSI), créent les conditions d'une mise en perspective des résultats concrets obtenus au-delà des déclarations stratégiques.

p. 216/229/290 du document de référence 2014

p. 216/229/290 du document de référence 2014

Critère 20 : La COP décrit l'adoption par le Conseil d'administration et de surveillance

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Autres bonnes pratiques

Le suivi continu au plus haut niveau :
Voir critère 1

Critère 21 : La COP décrit l'implication des parties prenantes

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Responsabilité de l'entreprise publiquement reconnue pour ses impacts sur les parties prenantes internes et externes
- ✓ Définir les stratégies de développement durable, les objectifs et les politiques en consultation avec parties prenantes
- ✓ Consulter les parties prenantes concernant les dilemmes et les défis de mise en œuvre et les inviter à prendre part activement à l'examen de la performance
- ✓ Etablir des canaux de communication pour s'engager avec les salariés et autres parties prenantes pour entendre leurs idées, aborder leurs préoccupations et protéger les « lanceurs d'alerte »
- ✓ Autres bonnes pratiques

Les parties prenantes au cœur de la démarche RSE

Le dialogue avec les parties prenantes est au cœur des démarches de responsabilité sociétale des entreprises et constitue l'un des 17 enjeux clé de la stratégie RSE de l'entreprise.

Il offre à Gecina la possibilité d'écouter des signaux utiles et de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue, d'ouverture et de transparence qui renforce sa compétitivité. Pour ce faire, Gecina a élaboré une cartographie des parties prenantes, détaillant les interlocuteurs concernés, les sujets d'échange ainsi que les exemples de réponse et de dialogue engagé

Gecina a réalisé un rapport spécifique sur ses parties prenantes en 2015 :



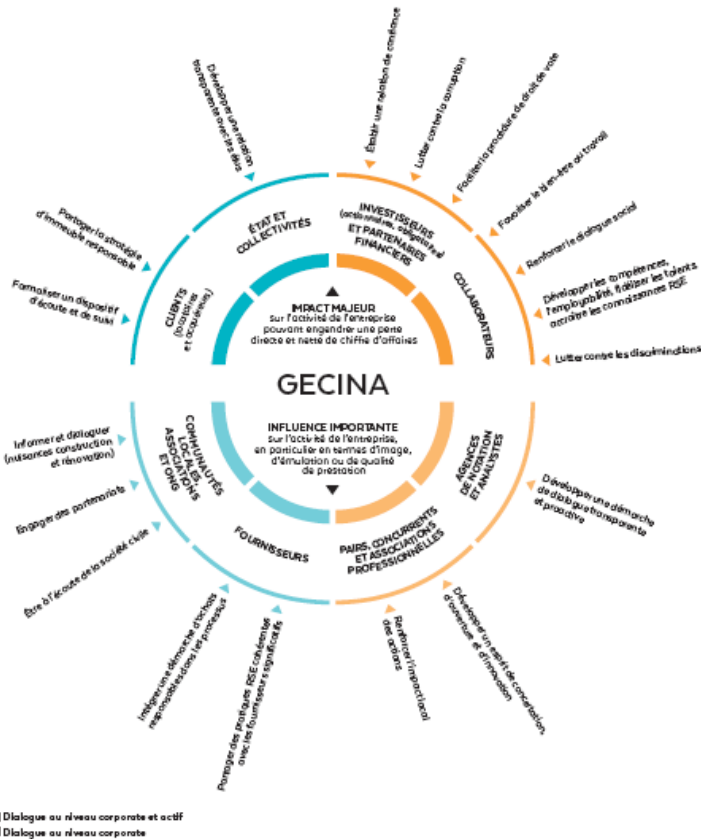
p. 202-211/309 du document de référence 2014

p. 204 du document de référence 2014

[RAPPORT PARTIES PRENANTES](#)



La cartographie des parties prenantes



p. 205 du document de
référence 2014

Le comité des parties prenantes

Gecina a initié, en 2013, une démarche de consultation de ses parties prenantes. Le second comité a été organisé en juillet 2014. Dédié à l'étude des sujets liés à l'intégration au territoire et aux relations parties prenantes, il a réuni à nouveau 7 experts de l'immobilier et de la construction. Les conclusions et recommandations de ces comités ont été présentées au Comité Exécutif.

En octobre 2015, deux autres comités ont été organisés, 17 experts représentant 14 parties prenantes se sont réunis pour contribuer à l'élaboration d'une « feuille de route climat » pour Gecina, dont les objectifs sont :

- intégrer les enjeux carbone (impact carbone et adaptation au changement climatique) dans la stratégie du Groupe et son pilotage opérationnel ;
- anticiper les attentes et contraintes du marché qui dessinent l'immobilier du futur ;
- poser la question de la neutralité Carbone : trajectoire et horizon.

Ce projet sera présenté à la fin de l'année 2015 au Comité Exécutif

p. 209-211 du document
de référence 2014

